Questions orales

M. Trudeau: C'est ce qu'il a dit, madame le Président, et je l'invite à consulter le hansard si son cerveau n'est pas au même endroit où il a dit qu'était le nez de l'autre.

M. Crosbie: Il y en a du monde là.

Des voix: Oh, oh!

Des voix: Bravo!

M. Trudeau: Quoi qu'il en soit, je vois mal comment le député peut dire dans sa deuxième question que nous nous préoccupons uniquement de la région est du Canada et du Québec, car les amendements que j'ai dit au chef du Nouveau parti démocratique que nous serions prêts à accepter, si le concept de l'unité canadienne n'en souffrait pas, portent précisément sur des sujets et des domaines qui ont fait l'objet de revendications de la part de trois premiers ministres de l'Ouest, non seulement durant l'été et l'automne dernier, mais aussi loin qu'en octobre 1978.

• (1430)

M. Clark: Voilà encore une déclaration trompeuse.

LA CONSOMMATION

LES BÉNÉFICES DES SOCIÉTÉS PÉTROLIÈRES—ON DEMANDE DE LES RÉDUIRE

M. Edward Broadbent (Oshawa): Madame le Président, quand nous proposerons notre amendement sur les ressources, qui accordera aux Terre-Neuviens des pouvoirs considérables sur leur hydro-électricité et aux Albertains plus de 600 millions de dollars, il sera intéressant de voir . . .

M. Clark: Défendez-vous, Ed.

M. Broadbent: . . . si les conservateurs voteront en faveur ou contre. Ce sera très révélateur.

Une voix: Allez siéger de l'autre côté.

Des voix: Bravo!

M. Broadbent: De toute ma vie, je n'ai jamais entendu de telles conneries.

Des voix: Oh, oh!

Mme le Président: A l'ordre! A l'ordre! A l'ordre, je vous prie. Tout cela ne fera que diminuer le temps dont disposent les députés pour poser des questions.

M. Trudeau: On n'a plus aucun respect envers le Parlement!

Mme le Président: Je demande à la Chambre de retenir ses applaudissements. On applaudit à tout bout de champ, à chaque fois que quelqu'un prend la parole. La parole est au député d'Oshawa.

M. Broadbent: Madame le Président, j'ai une question à poser au premier ministre, . . .

Une voix: Interrogez-le au caucus.

M. Broadbent: ... qui vient de dire qu'il s'intéresse aux questions économiques. Je vais lui donner l'occasion de le

prouver. Étant donné que l'année dernière, les sociétés multinationales pétrolières du Canada . . .

M. Clark: Parlez-en au caucus.

M. Broadbent: ... on a accru leurs bénéfices de 5 milliards de dollars, et que des statistiques publiées aujourd'hui montrent que les bénéfices des cinq grandes compagnies ont encore augmenté de 65 p. 100, je voudrais demander au premier ministre s'il est disposé à nous prouver de façon tangible sa prétendue préoccupation en matière économique, en conférant à l'Agence de surveillance des prix du pétrole le pouvoir de restreindre ces bénéfices et de protéger les consommateurs canadiens.

Le très hon. P. E. Trudeau (premier ministre): Madame le Président, tout ce que je peux répondre, évidemment, c'est que le gouvernement du Canada n'a pas ce pouvoir et que, par conséquent, il ne peut en investir aucun organisme créé par lui. Aux termes de la constitution, le gouvernement fédéral n'a pas le pouvoir de réduire les marges bénéficiaires par un décret du Parlement fédéral.

Quant aux bénéfices de ces sociétés, le député connaît les dispositions que mon gouvernement a fait adopter, afin d'assurer qu'ils seraient réinvestis au Canada en travaux d'exploration et de mise en valeur, au cas où les compagnies auraient été tentées de tourner certaines dispositions fiscales.

M. Epp: Cela fait-il partie du marché?

M. Broadbent: Madame le Président, je conseille au premier ministre de vérifier quel pouvoir il a invoqué pour imposer le contrôle des prix et des salaires il y a quelques années et de l'appliquer aux sociétés pétrolières. Ça marcherait.

M. Clark: Écrivez-lui une lettre, Ed. Écrivez-lui une lettre.

M. Broadbent: Étant donné la réponse que le premier ministre vient de nous donner, je voudrais lui en poser une autre directement . . .

Des voix: Oh, oh!

M. McGrath: Parlez-en donc au caucus.

M. Broadbent: Cessez donc de délirer là-bas! Au cours de dix-neuf campagnes électorales il a dit . . .

M. Clark: Dix-neuf campagnes électorales? Étiez-vous toujours là, Ed?

M. Broadbent: ... Il a dit dans un discours à Sault-Ste-Marie et je cite:

... plusieurs multinationales réalisent de tels profits au Canada qu'elles drainent des sommes d'argent énormes du pays au lieu de les réinvestir dans le secteur énergétique.

C'est un abus que les conservateurs autorisent depuis des années, il va de soi. Étant donné que le premier ministre lui-même a reconnu que ces profits étaient mal employés—chose qui a été confirmée par la suite dans un autre rapport officiel cet été—je voudrais que le premier ministre me dise ce qu'il compte faire pour que cesse l'hémorragie de ces profits qui quittent le pays alors qu'ils proviennent de ressources canadiennes?